

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1610

[2009/201944]

3 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "services de placement" : le service visé au point 7° presté par une agence de travail intérimaire ou les services visés aux points 8° à 14° prestés par une agence de placement;

2° "agence de placement" : la personne physique ou la personne morale ou qui preste elle-même, pour son compte ou pour compte d'un tiers, ou fait prester par un tiers, les services de placement visés aux points 8° à 14°, sous quelque dénomination que ce soit, à titre principal ou accessoire, à titre onéreux ou gratuit;

3° "agence de travail intérimaire" : la personne physique ou la personne morale constituée sous une forme commerciale qui preste elle-même, pour son compte ou pour compte d'un tiers, ou fait prester par un tiers le service visé au point 7°;

4° "travailleur" : la personne physique prestant ou cherchant à prester une activité professionnelle sous l'autorité d'un employeur ou à titre indépendant;

5° "employeur" : toute personne physique ou morale faisant appel aux services prestés par une agence de placement ou fixant les tâches et qui en supervise l'exécution;

6° "utilisateur" : toute personne physique ou morale pour laquelle et sous le contrôle et la direction de laquelle un travailleur intérimaire travaille de manière temporaire;

7° "service de travail intérimaire" : l'embauche de travailleurs, effectuée par une agence de travail intérimaire, afin de les mettre à disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire autorisé par ou en vertu du Chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

8° "service de recherche d'emploi" : le service presté, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail, pour le compte d'un travailleur et ayant pour objet de lui procurer un emploi;

9° "service de recrutement et de sélection" : le service presté, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail, pour le compte de l'employeur, ayant pour objet l'engagement d'un travailleur;

10° "service d'insertion" : le service presté, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail, pour le compte d'un travailleur, ayant pour objet de l'aider à rechercher lui-même un emploi ou à l'accompagner dans cette recherche pour qu'il s'insère à terme dans un emploi durable et de qualité;

11° "service d'outplacement" : un ensemble de services et de conseils de guidance fournis individuellement ou en groupe par une agence de placement contre paiement et à la demande d'un employeur afin de permettre à un travailleur de retrouver lui-même et le plus rapidement possible un emploi auprès d'un nouvel employeur ou de développer une activité professionnelle en tant qu'indépendant, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail;

12° "service de placement de sportifs professionnels" : le service presté consistant en la recherche d'emploi ou le recrutement et la sélection pour le compte de sportifs professionnels ou de personnes assimilées se trouvant dans les conditions prévues par l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail de sportif rémunéré ou pour le compte d'employeurs et ayant pour objet l'engagement de sportifs professionnels ou de personnes assimilées, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail;

13° "service de placement d'artistes de spectacle" : le service presté consistant en la recherche d'emploi ou le recrutement et la sélection pour le compte de personnes qui fournissent des prestations artistiques et/ou produisent des œuvres artistiques, à savoir la création et/ou l'exécution ou l'interprétation d'œuvres artistiques dans le secteur de l'audiovisuel et des arts plastiques, de la musique, de la littérature, du spectacle, du théâtre et de la chorégraphie, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail;

14° "autres services de placement" : les services définis par le Gouvernement, après avis du Conseil économique et social de la Région wallonne;

15° "unité d'établissement" : le lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce l'activité de l'agence de placement ou de l'agence de travail intérimaire ou à partir duquel elle est exercée.

Art. 2. Le présent décret s'applique, sur le territoire de la Région de langue française, à toute agence de placement et à toute agence de travail intérimaire.

Il ne s'applique pas :

1° aux services publics de l'emploi au sens de la Convention de l'Organisation internationale du travail n° 88 sur le service public de l'emploi complétée par la recommandation n° 83 qui sont des services d'intérêt général non économiques au sens de l'article 2.2. a), de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur;

2° au bureau de sélection des services publics fédéraux ou régionaux;

3° aux services de placement des gens de mer agréés en vertu de la convention n° 9 concernant le placement des marins, adoptée le 10 juillet 1920 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail et approuvée par la loi du 6 septembre 1924;

4° aux centres publics d'action sociale lorsqu'ils prestant un service d'insertion;

5° aux Universités et Hautes Ecoles, aux Ecoles supérieures des Arts et aux Instituts supérieurs d'Architecture lorsqu'elles prestant un service de recherche d'emploi;

6° aux Missions régionales pour l'emploi visées par le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi lorsqu'elles prestant un service de recherche d'emploi ou un service d'insertion;

7° aux entreprises d'insertion visées par le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées lorsqu'elles prestant un service d'insertion.

Néanmoins, les organismes visés à l'alinéa 2, 4° à 7°, fournissent aux Services que le Gouvernement désigne et selon les modalités qu'il détermine un rapport annuel d'activités simplifié.

CHAPITRE II. — *Enregistrement préalable de l'agence de placement*

Art. 3. § 1^{er}. La prestation de services de placement visés à l'article 1^{er}, 8° à 14°, est subordonnée à un enregistrement préalable de l'agence de placement.

L'enregistrement préalable comprend les données suivantes :

- 1° le nom, la dénomination ou la raison sociale;
- 2° l'adresse du siège social et, le cas échéant, l'adresse des différentes unités d'établissement en Région de langue française;
- 3° la forme juridique;
- 4° la date de création de l'agence;
- 5° le ou les type(s) des services de placement au sens de l'article 1^{er}, 8° à 14°, exercé(s) par l'agence;
- 6° les données permettant d'identifier la ou les personne(s) pouvant juridiquement engager l'agence de placement;
- 7° le cas échéant, la preuve d'une immatriculation, d'un agrément, d'un enregistrement, d'une déclaration préalable ou de toute formalité équivalente en tant qu'organe exerçant dans une Communauté, une Région ou un Etat des services visés à l'article 1^{er}, 8° à 14°;
- 8° le cas échéant, la preuve d'une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés, tels que visée au chapitre 8 du Titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

Le Gouvernement peut modifier les données visées à l'alinéa 2. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération les modifications apportées aux législations et réglementations adoptées au niveau communautaire, fédéral ou régional.

Le Gouvernement détermine la procédure d'enregistrement préalable et peut dispenser l'agence de placement de fournir certaines données visées à l'alinéa 2.

§ 2. En cas de fusion, d'absorption, de scission ou de modifications intervenues au niveau de l'agence de placement enregistrée, celle-ci est tenue de mettre à jour les données visées à l'alinéa 2 dans les trente jours suivant les modifications intervenues.

Si la fusion, l'absorption ou la scission aboutissent à la création d'une ou de plusieurs nouvelle(s) personnalité(s) juridique(s), la ou les nouvelle(s) agence(s) issues de la transformation juridique sont tenue(s) de s'enregistrer conformément à l'article 3, § 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Agrément préalable de l'agence de travail intérimaire*

Section 1^{re}. — Conditions d'octroi de l'agrément préalable

Art. 4. La prestation de services de travail intérimaire est subordonnée à un agrément préalable de l'agence de travail intérimaire.

Les conditions d'agrément préalable en tant qu'agence de travail intérimaire sont les suivantes :

- 1° être une personne physique ou être régulièrement constituée sous la forme d'une personne morale ayant une forme commerciale, soit au sens du droit belge, soit en vertu du droit d'un Etat membre ou régie par celui-ci, quelle que soit sa forme juridique et, le cas échéant, être régulièrement enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises ou avoir satisfait à la déclaration préalable, visée à l'article 139 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;
- 2° s'engager à respecter les dispositions de la ou des convention(s) collective(s) de travail conclue(s) au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire, relative(s) à l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et à la fixation de ses statuts;
- 3° ne pas se trouver en état de faillite ou d'insolvabilité notoire, ni faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite, ni avoir demandé ou obtenu un concordat judiciaire;
- 4° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence de travail intérimaire, des personnes :
 - a) qui ont été privées de leurs droits civils et politiques;
 - b) qui, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été sanctionnées par ou en vertu des articles 18 et 25 du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement ainsi que par ou en vertu du chapitre VIII du présent décret;
- 5° ne pas concentrer plus de 40 % de son activité à destination d'un seul client ou de plusieurs clients ayant un actionariat commun;
- 6° ne pas être partenaires de ses utilisateurs qui peuvent être considérés comme des entreprises liées au sens de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (JOUE 9 août 2008, L. 214/3);
- 7° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la Sécurité sociale, par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci;
- 8° être en conformité avec les réglementations sociales, fiscales et commerciales qui lui sont applicables et respecter les conventions collectives de travail applicables.

Art. 5. L'agence de travail intérimaire agréée ou enregistrée soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone est dispensée, selon la procédure fixée par le Gouvernement, d'agrément ou d'enregistrement. Néanmoins, elle doit satisfaire aux obligations prévues à l'article 11 du présent décret.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser l'agence de travail intérimaire de démontrer le respect de ces obligations.

Art. 6. L'agence de travail intérimaire qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen et qui est agréée ou enregistrée, selon la procédure fixée par le Gouvernement, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, est dispensée d'agrément ou d'enregistrement. Néanmoins, elle doit satisfaire aux obligations prévues à l'article 11 du présent décret.

L'agence de travail intérimaire qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen et qui n'est pas agréée ou enregistrée soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, est tenue de démontrer qu'elle respecte, sur son territoire, des conditions équivalentes à celles déterminées par le présent décret.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser l'agence de travail intérimaire de démontrer le respect des obligations visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 7. Pour obtenir l'agrément, l'agence de travail intérimaire qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'elle satisfait aux conditions déterminées par le présent décret.

Section 2. — Procédure d'octroi de l'agrément préalable

Art. 8. § 1^{er}. L'agrément préalable est octroyé par le Gouvernement, après avis de la Commission consultative et de concertation en matière de placement visée à l'article 14, conformément aux conditions définies dans le présent chapitre.

La demande d'agrément préalable introduite par l'agence de travail intérimaire est accompagnée des documents suivants :

1° les statuts coordonnés de la société ou la date de parution au *Moniteur belge* de ceux-ci ou le projet d'acte s'il s'agit d'une agence de travail intérimaire en constitution;

2° la liste nominative des administrateurs, associés et des actionnaires majoritaires de la société, la liste des personnes physiques qui sont autorisées à engager l'agence de travail intérimaire à l'égard de tiers ainsi que, le cas échéant, l'organigramme des organes sociaux de l'agence de travail intérimaire;

3° une attestation sur l'honneur signée par la ou les personne(s) habilitée(s) à engager l'agence de travail intérimaire précisant que celle-ci répond aux conditions visées à l'article 4, alinéa 2, 3° et 4°;

4° une copie des derniers comptes annuels ou du plan financier s'il s'agit d'une agence de travail intérimaire en création;

5° la preuve que l'agence de travail intérimaire possède un capital conforme aux dispositions légales ou réglementaires applicables à sa forme juridique;

6° une attestation sur l'honneur dont il ressort que l'agence de travail intérimaire, au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré d'impôt, quelle qu'en soit la nature, ou bénéficie d'un plan d'apurement dûment respecté;

7° une attestation sur l'honneur dont il ressort que l'agence de travail intérimaire, au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré auprès de l'Office national de la Sécurité sociale ou bénéficie d'un plan d'apurement dûment respecté.

Le Gouvernement détermine la procédure de demande d'agrément et peut dispenser l'agence de travail intérimaire de joindre à sa demande certains documents visés à l'alinéa 2.

Lorsque la demande d'agrément émane d'une agence de travail intérimaire visée aux articles 5 et 6, elle est accompagnée des documents dont il ressort qu'elle répond à des conditions équivalentes à celles déterminées à l'article 4.

Lorsque la demande d'agrément en tant qu'agence de travail intérimaire émane d'une agence de travail intérimaire visée à l'article 7, elle est accompagnée, outre les documents visés à l'alinéa 2, de la preuve par tous moyens de droit qu'elle exerce effectivement des services de travail intérimaire dans son pays d'origine.

§ 2. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une période de deux ans. A l'issue de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une durée indéterminée.

§ 3. Toutes les décisions sont notifiées par les Services du Gouvernement wallon aux demandeurs d'agrément. Toutes les décisions sont, en outre, communiquées par les Services du Gouvernement wallon à la Commission consultative et de concertation en matière de placement visée à l'article 14.

§ 4. La décision d'octroi, de refus ou de renouvellement d'agrément est prise par le Gouvernement dans un délai de quatre-vingt jours, calculé à dater de la réception du dossier complet par les Services du Gouvernement wallon. A défaut, la décision est réputée favorable.

Art. 9. En cas de fusion, d'absorption ou de scission de l'agence de travail intérimaire agréée, la nouvelle agence en informe les Services du Gouvernement wallon par tout moyen procurant date certaine dans un délai de trente jours à dater de l'entrée en vigueur de l'une des transformations susvisées.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de cette information, le Gouvernement invite, après avis de la Commission consultative et de concertation en matière de placement visée à l'article 14, l'agence de travail intérimaire agréée à introduire, selon les modalités qu'il détermine, une nouvelle demande d'agrément ou l'en dispense.

L'avis de la Commission est remis dans les trente jours de sa saisine. A défaut d'avoir été remis dans ce délai, il n'est plus requis.

A défaut d'avoir reçu l'invitation visée à l'alinéa 2 dans le délai imparti, l'agence de travail intérimaire est dispensée d'introduire une nouvelle demande et peut poursuivre ses activités.

CHAPITRE IV. — Obligations à charge de l'agence de placement enregistrée et de l'agence de travail intérimaire agréée

Section 1^{re} — Obligations à charge de l'agence de placement enregistrée

Art. 10. § 1^{er}. L'agence de placement enregistrée conformément à l'article 3 est tenue de respecter les obligations suivantes :

1° ne pas prêter un des services de placement visés à l'article 1^{er}, 8° à 14°, pour lequel elle n'a pas été préalablement enregistrée;

2° ne pas accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur, ni poser au travailleur comme condition à la fourniture de services de placement l'obligation d'effectuer des dépenses de toute nature;

3° ne pas collaborer avec une agence de placement qui ne dispose pas d'un enregistrement conforme au présent décret;

4° annuler son enregistrement dans les trente jours de la cessation de ses activités;

5° transmettre aux Services que le Gouvernement wallon désigne un rapport annuel d'activités comprenant les informations visées aux §§ 4 à 10.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, dans l'intérêt des travailleurs concernés ou en vue d'apporter une meilleure adéquation entre l'offre et la demande en matière d'emploi, et après avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, les catégories de travailleurs pour lesquelles l'agence de placement enregistrée peut accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur avec son accord préalable formulé par écrit.

Par dérogation au § 1^{er}, 2°, l'agence de placement enregistrée qui fournit des services de recherche d'emploi peut percevoir de la part du travailleur des indemnités, à la condition que celles-ci soient dûment fixées dans une convention conclue entre l'agence de placement enregistrée et le travailleur.

Par dérogation au § 1^{er}, 2°, l'agence de placement d'artistes de spectacle ou de sportifs rémunérés enregistrée peut également percevoir de la part du travailleur, avec son accord préalable formulé par écrit, des indemnités aux conditions suivantes :

1° l'indemnité doit être fixée dans une convention conclue entre l'agence de placement enregistrée et le travailleur, ladite convention devant prévoir une clause de résiliation;

2° le travailleur doit recevoir une copie de cette convention;

3° l'indemnité se calcule sur la base, soit d'un pourcentage du revenu brut total du candidat, soit d'un montant forfaitaire fixé.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de transmission du rapport annuel d'activités visé au § 1^{er}, 5°.

§ 4. L'agence de placement enregistrée joint au rapport annuel d'activités :

1° l'attestation sur l'honneur qu'elle répond à la réglementation relative aux impôts sur les sociétés, à l'impôt des personnes physiques, ainsi qu'à la taxe sur la valeur ajoutée, pour ce qui concerne l'activité de placement;

2° l'attestation sur l'honneur qu'elle n'a pas de dettes auprès de l'Office national de Sécurité sociale ou qu'elle respecte un plan d'apurement;

3° les comptes annuels et le bilan social;

4° les informations relatives aux modifications statutaires intervenues au cours de l'année écoulée.

Le rapport annuel d'activités comprend également :

1° des informations concernant les difficultés rencontrées pour répondre aux besoins de main-d'œuvre exprimés par les employeurs;

2° des informations relatives à la profession recherchée par les travailleurs ou demandée par les employeurs et aux niveaux d'exigence réclamés par les employeurs en matière d'expérience ou de qualification des travailleurs.

L'agence de placement enregistrée qui a son siège social à l'étranger joint au rapport annuel d'activités les documents équivalant, dans le pays d'origine de son établissement, aux documents visés à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut dispenser l'agence de placement enregistrée de transmettre certains documents et informations visés aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 5. Outre les informations visées au § 4, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de placement enregistrées prestant des services de recherche d'emploi comporte, notamment, les informations suivantes relatives aux travailleurs et aux missions :

1° le nombre d'inscrits en début et en fin d'année;

2° le nombre de nouveaux inscrits en cours d'année.

§ 6. Outre les informations visées au § 4, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de placement enregistrées prestant des services de recrutement et de sélection comporte, notamment, les informations suivantes relatives aux employeurs, aux missions et aux offres d'emplois :

1° le nombre de missions de recrutement et de sélection en cours en début et en fin d'année;

2° le nombre de missions de recrutement et de sélection commencées durant l'année concernée;

3° le nombre d'offres d'emploi relatives aux missions visées aux points 1° et 2°.

§ 7. Outre les informations visées au § 4, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de placement enregistrées prestant des services d'insertion comporte, notamment, les informations suivantes relatives aux travailleurs et aux missions :

1° le nombre d'inscrits en début et en fin d'année;

2° le nombre de nouveaux inscrits en cours d'année.

§ 8. Outre les informations visées au § 4, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de placement enregistrées prestant des services d'outplacement comporte, notamment, les informations suivantes relatives aux travailleurs et aux missions :

1° le nombre de missions d'outplacement en cours en début et en fin d'année, réparties en missions individuelles ou collectives;

2° le nombre de missions d'outplacement commencées durant l'année concernée, réparties en missions individuelles ou collectives.

§ 9. Outre les informations visées au § 4, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de placement enregistrées prestant des services de placement d'artistes de spectacle comporte :

1° le nombre d'artistes inscrits en début et en fin d'année;

2° le nombre de nouveaux artistes inscrits en cours d'année;

3° le nombre de missions de recherche d'emploi, de recrutement et de sélection d'artistes de spectacle en cours en début et en fin d'année;

4° le nombre de missions de recherche d'emploi, de recrutement et de sélection d'artistes de spectacle commencées durant l'année concernée.

§ 10. Outre les informations visées au § 4, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de placement enregistrées prestant des services de placement de sportifs rémunérés comporte :

1° le nombre de sportifs rémunérés inscrits en début et en fin d'année;

2° le nombre de nouveaux sportifs rémunérés inscrits en cours d'année;

3° le nombre de missions de recherche d'emploi, de recrutement et de sélection de sportifs rémunérés en cours en début et en fin d'année;

4° le nombre de missions de recherche d'emploi, de recrutement et de sélection de sportifs rémunérés commencées durant l'année concernée.

Le Gouvernement peut dispenser l'agence de placement enregistrée de transmettre certains documents et informations visés aux §§ 4 à 10.

§ 11. Par dérogation aux §§ 4 à 10, les organismes visés à l'article 2, alinéa 2, 4°, 6° et 7°, transmettent aux Services que le Gouvernement désigne, annuellement et pour le 30 juin au plus tard, un rapport annuel d'activités simplifié comportant les informations suivantes relatives :

- 1° au nombre de travailleurs ayant bénéficié d'une procédure de placement au cours de l'année concernée;
- 2° à la répartition de ces travailleurs selon leur statut avant la mission de placement et le métier recherché;
- 3° au nombre d'employeurs s'étant adressés à l'organisme au cours de l'année;
- 4° au nombre d'emplois offerts et à la répartition de ceux-ci selon le secteur d'activités et le métier proposé.

§ 12. Le Gouvernement peut modifier les informations visées aux §§ 3 à 11.

Section 2. — Obligations à charge de l'agence de travail intérimaire agréée

Art. 11. § 1^{er}. L'agence de travail intérimaire agréée est tenue, outre les conditions d'agrément visées à l'article 4, de respecter les obligations suivantes :

1° faire mention, dans tout document ayant un caractère contractuel adressé au travailleur, des coordonnées des Services chargés du contrôle et de la surveillance des dispositions du présent décret;

2° faire mention, dans les annonces et dans toute communication, du numéro de l'agrément;

3° ne pas accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur, ni poser au travailleur comme condition à la fourniture de services de travail intérimaire l'obligation d'effectuer des dépenses de toute nature;

4° fournir, à la demande du demandeur d'emploi qui utilise les services de l'agence de travail intérimaire agréée, une attestation mentionnant la date et l'heure de la visite de celui-ci à l'agence de travail intérimaire;

5° assurer une formation adéquate à son personnel et contrôler régulièrement qu'il respecte, notamment, les dispositions suivantes :

a) la présente réglementation;

b) la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;

c) la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes;

d) le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle;

e) les règles relatives au secret professionnel au sens de l'article 458 du Code pénal;

f) la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

6° ne pas collaborer avec une agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'un agrément conforme au présent décret;

7° avertir les Services que le Gouvernement désigne de la cessation de ses activités;

8° transmettre aux Services que le Gouvernement désigne un rapport annuel comprenant des informations relatives aux conditions d'agrément, ainsi que des données contribuant à la transparence du marché régional du travail, telles que visées à l'article 12.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de transmission du rapport annuel d'activités visé au § 1^{er}, 8°, qui comprend les informations relatives aux services de travail intérimaire de l'année civile écoulée suivantes :

1° les modifications intervenues dans les statuts, ainsi que la ou les date(s) de leur publication au *Moniteur belge*;

2° les modifications éventuelles, autres que celles visées au 1°, qui se seraient produites au fil de l'année dans la structure du capital et des organes de gestion de l'agence de travail intérimaire agréée.

§ 3. L'agence de travail intérimaire agréée joint au rapport annuel d'activités :

1° une attestation sur l'honneur prouvant qu'elle répond à la réglementation relative aux impôts sur les sociétés, à l'impôt des personnes physiques ainsi qu'à la taxe sur la valeur ajoutée pour ce qui concerne l'activité de travail intérimaire;

2° une attestation sur l'honneur qu'elle n'a pas de dettes auprès de l'Office national de Sécurité sociale ou respecte un plan d'apurement;

3° les comptes annuels et le bilan social.

L'agence de travail intérimaire visée aux articles 6 et 7 joint au rapport annuel d'activités les documents équivalant, dans le pays d'origine de son établissement, aux documents visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Outre les informations visées aux §§ 2 et 3, le rapport annuel d'activités relatif aux agences de travail intérimaire agréées comporte les informations suivantes :

1° la répartition des travailleurs intérimaires selon les motifs de recours au travail intérimaire;

2° la liste des utilisateurs ayant recouru à des travailleurs intérimaires pour un nombre total d'heures supérieur à quarante pour-cent du nombre total des heures prestées.

§ 5. Le Gouvernement peut dispenser l'agence de travail intérimaire agréée de transmettre certains documents et informations visés aux §§ 2 à 4.

Art. 12. § 1^{er}. L'agence de travail intérimaire agréée est tenue de fournir aux Services que le Gouvernement désigne et selon les modalités qu'il détermine les données utiles à la transparence du marché régional du travail.

Par données utiles, on entend, notamment :

1° les données relatives aux offres et aux demandes d'emploi et aux métiers concernés par celles-ci;

2° les données relatives à la durée des missions et aux contrats de travail intérimaire;

3° les données relatives aux travailleurs concernés par les services de travail intérimaire;

4° les données relatives aux utilisateurs concernés par les services de travail intérimaire;

5° les données relatives aux emplois pourvus;

6° les données relatives aux métiers en pénurie ou en difficulté de recrutement.

§ 2. Les données visées au § 1^{er} sont, notamment, relatives aux offres d'emploi reçues :

1° par métier;

2° par secteur;

3° par classe de taille des utilisateurs;

4° par lieu de travail.

L'agence de travail intérimaire agréée fournit également les données suivantes relatives aux travailleurs avec lesquels au moins un contrat est conclu pendant l'année écoulée :

1° par genre et par âge;

2° par niveau de diplôme;

3° par secteur;

4° par métier;

5° par lieu de travail;

6° par code postal du domicile des travailleurs.

§ 3. Le Gouvernement peut dispenser l'agence de travail intérimaire agréée de transmettre certaines informations visées aux §§ 1^{er} et 2.

§ 4. Le Gouvernement peut modifier les données visées aux §§ 1^{er} et 2 et préciser la méthodologie de recueil de ces données.

CHAPITRE V. — *Suspension et retrait de l'enregistrement de l'agence de placement ou de l'agrément de l'agence de travail intérimaire*

Art. 13. Le Gouvernement peut, après avis de la Commission consultative et de concertation en matière de placement visée à l'article 14, suspendre ou retirer l'enregistrement à l'agence de placement enregistrée qui ne respecte pas les dispositions de l'article 10.

Le Gouvernement peut, après avis de la Commission consultative et de concertation en matière de placement visée à l'article 14, suspendre ou retirer l'agrément à l'agence de travail intérimaire agréée qui ne respecte pas les dispositions établies par ou en vertu du présent décret.

Le Gouvernement peut également suspendre ou retirer l'enregistrement ou l'agrément en cas de cessation temporaire ou définitive de l'un des services de placement visés à l'article 1^{er}, 8° à 14°, ou des services de travail intérimaire visés à l'article 1^{er}, 7°.

Le Gouvernement détermine les procédures de suspension ou de retrait de l'enregistrement ou de l'agrément.

Dès que la suspension ou le retrait de son enregistrement ou de son agrément lui est notifié, l'agence de placement enregistrée ou l'agence de travail intérimaire agréée n'est plus autorisée à prester des services de placement ou de travail intérimaire.

CHAPITRE VI. — *Commission consultative et de concertation en matière de placement*

Art. 14. § 1^{er}. Il est instauré, au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne, une Commission consultative et de concertation en matière de placement, ci-après dénommée la "Commission".

§ 2. Les missions de la Commission sont les suivantes :

1° remettre des avis motivés concernant l'agrément des agences de travail intérimaire;

2° remettre des avis motivés conformément à l'article 9;

3° remettre des avis motivés, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, concernant la suspension ou le retrait de l'agrément des agences de travail intérimaire et l'enregistrement des agences de placement;

4° remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, tout avis sur toutes questions relatives au placement en général ou au travail intérimaire;

5° remettre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, annuellement au Gouvernement ainsi qu'au Parlement wallon un rapport d'activités.

§ 3. La Commission est composée comme suit :

1° un Président et un Vice-Président;

2° quatre membres effectifs et autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

3° quatre membres effectifs et autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

4° un membre effectif et un membre suppléant représentant le membre du Gouvernement qui a l'emploi dans ses attributions;

5° deux membres effectifs et autant de suppléants représentant les Services du Gouvernement wallon.

Seuls les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, ont voix délibérative.

Le Gouvernement nomme le Président, le Vice-Président et les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, et désigne les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3°, et 5°, sur proposition des organismes qu'ils représentent.

§ 4. Il est institué, au sein de la Commission, une Chambre de concertation qui a pour missions :

1° de structurer la récolte de données entre l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, ci-après dénommé le "FOREm", les agences de placement et les agences de travail intérimaire;

2° d'organiser le partage des résultats de l'exploitation de ces données par le FOREm;

3° de structurer la coopération entre le FOREm, les agences de placement et les agences de travail intérimaire dans les domaines d'intérêt commun;

4° de faire des propositions au Gouvernement en ce qui concerne les modalités à appliquer pour favoriser la transparence du marché régional du travail, et notamment déterminer un canevas de recueil des informations telles que visées à l'article 10, § 4, alinéa 2, 1°.

La Chambre de concertation est composée, outre les membres visés au § 3, alinéa 1^{er}, de deux représentants et d'autant de suppléants issus du FOREm, d'un représentant et d'un suppléant issus de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique créé par le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

Le Gouvernement désigne les membres visés à l'alinéa 2 sur proposition des organismes qu'ils représentent.

La Chambre de concertation peut également inviter des experts dont la présence serait jugée nécessaire à la bonne fin de ses travaux.

CHAPITRE VII. — *Contrôle et sanctions*

Art. 15. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Art. 16. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement :

1° la personne qui exploite une agence de travail intérimaire sans agrément conforme au présent décret;

2° la personne qui exploite une agence de placement sans enregistrement préalable;

3° la personne, titulaire d'un enregistrement, qui exploite une agence de placement et réclame au travailleur des commissions, cotisations, droits d'admission ou d'inscription autres que ceux autorisés par ou en vertu du décret;

4° la personne, titulaire d'un agrément, qui exploite une agence de travail intérimaire et réclame au travailleur des commissions, cotisations, droits d'admission ou d'inscription;

5° la personne qui utilise sciemment des services de travail intérimaire ou des services de placement qui ne respecte pas les règles fixées par le présent décret, que ce soit en nom personnel ou pour le compte d'un commettant ou d'un mandant;

6° la personne, titulaire d'un enregistrement, qui exploite une agence de placement et qui ne respecte pas les obligations prévues par ou en vertu du présent décret;

7° la personne, titulaire d'un agrément, qui exploite une agence de travail intérimaire et qui ne respecte pas les obligations prévues par ou en vertu du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement impose, en cas d'absence de poursuites pénales, aux personnes visées au § 1^{er} des amendes administratives selon les modalités définies à l'article 13bis du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. Les amendes administratives s'élèvent à un montant compris entre 250 euros et 2.000 euros.

Art. 17. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement et l'amende visées à l'article 16, § 1^{er}, peuvent être portées au double du maximum.

Art. 18. Les personnes responsables juridiquement de l'agence de travail intérimaire ou de l'agence de placement, titulaires ou non d'un agrément ou d'un enregistrement, sont civilement responsables du paiement des amendes pénales ou des amendes administratives auxquelles sont condamnés leurs préposés ou mandataires.

Art. 19. Toutes les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, à l'exception du chapitre V, s'appliquent aux infractions constatées en vertu du présent décret. En cas de récidive, l'article 85 du Code pénal ne sera toutefois pas d'application.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 20. L'article 1^{er}, 18° et 32°, de la loi du 30 juin 1971, relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales est abrogé en ce qui concerne les compétences de la Région wallonne et dans le cadre du placement des travailleurs.

Art. 21. Les délais prévus dans le présent décret sont comptés comme suit : le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 22. Le décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement est abrogé.

Art. 23. L'article 1^{er} du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative est complété comme suit :

"- Commission consultative et de concertation en matière de placement;"

Art. 24. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement sont apportées les modifications suivantes :

1° le liminaire de l'article 3, § 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Dans le respect de l'article 7 du décret, la demande d'agrément préalable introduite par l'agence de placement est accompagnée des documents suivants :";

2° le point 13° du § 1^{er} est abrogé.

Art. 25. Les agences de placement qui étaient agréées en vertu du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement peuvent continuer à exercer leur activité sur le territoire de la Région de langue française après l'entrée en vigueur du présent décret jusqu'à ce qu'elles soient enregistrées ou jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur leur demande d'agrément, à condition de s'enregistrer ou d'introduire la demande d'agrément dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Néanmoins, les agences de placement qui prestatent des services de travail intérimaire et qui étaient agréées pour une durée indéterminée continuent à bénéficier d'un agrément d'une durée indéterminée dans le cadre du présent décret. Les agences de placement qui prestatent des services de recherche d'emploi, de recrutement et de sélection, d'insertion et d'outplacement et qui étaient agréées à durée indéterminée sont considérées comme enregistrées.

Art. 26. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 28 décembre 2009.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*
Documents du Parlement wallon, 951 (2008-2009). Nos 1 à 3.
Compte rendu intégral, séance publique du 1^{er} avril 2009.
Discussion - Votes.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1610

[2009/201944]

3 APRIL 2009. — Decreet betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "arbeidsbemiddelingsdiensten" : de onder punt 7° bedoelde dienst verstrekt door een uitzendbureau of de onder de punten 8° tot 14° bedoelde diensten verstrekt door een arbeidsbemiddelingsbureau;

2° "arbeidsbemiddelingsbureau" : de natuurlijke of rechtspersoon die de onder de punten 8° tot 14° bedoelde arbeidsbemiddelingsdiensten zelf verstrekt, voor eigen rekening of voor rekening van derden, of door een derde laat verstrekken, onder welke benaming ook, als hoofd- of bijkomende activiteit, tegen betaling of gratis;

3° "uitzendbureau" : de in een handelsvorm opgerichte natuurlijke of rechtspersoon die de onder punten 7° bedoelde dienst zelf verstrekt, voor eigen rekening of voor rekening van derden, of door een derde laat verstrekken;

4° "werknemer" : de natuurlijke persoon die een beroepsactiviteit uitoefent of wenst uit te oefenen onder het gezag van een werkgever of als zelfstandige;

5° "werkgever" : elke natuurlijke of rechtspersoon die een beroep doet op de diensten van een arbeidsbemiddelingsbureau of die de taken bepaalt en toezicht op de uitvoering ervan uitoefent;

6° "gebruiker" : elke natuurlijke of rechtspersoon voor wie en onder wiens controle en leiding een uitzendkracht tijdelijk werkt;

7° "uitzenddienst" : de indienstneming van werknemers door een uitzendbureau om ze ter beschikking te stellen van gebruikers met het oog op de uitvoering van een tijdelijke arbeid bepaald bij of krachtens Hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

8° "tewerkstellingsdienst" : de dienst verstrekt voor rekening van een werknemer om hem een baan te verschaffen, waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet betrokken mag worden in de arbeidsrelaties;

9° "wervings- en selectiedienst" : de dienst verstrekt voor rekening van de werkgever met het oog op de indienstneming van een werknemer, waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet betrokken mag worden in de arbeidsrelaties;

10° "inschakelingsdienst" : de dienst verstrekt voor rekening van een werknemer om hem zelf te laten zoeken naar een duurzame en kwaliteitsbaan of hem daarbij te begeleiden, waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet betrokken mag worden in de arbeidsrelaties;

11° "outplacementdienst" : een geheel van diensten en begeleidingsadviezen die individueel of in groep door een arbeidsbemiddelingsbureau tegen betaling en op verzoek van een werkgever verstrekt worden om een werknemer in staat te stellen zelf en zo spoedig mogelijk weer een baan te vinden bij een nieuwe werkgever of een beroepsactiviteit als zelfstandige te ontwikkelen, waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet betrokken mag worden in de arbeidsrelaties;

12° "arbeidsbemiddelingsdienst voor betaalde sportbeoefenaars": de verstrekte dienst die bestaat in het zoeken naar een baan of de werving en de selectie voor rekening van betaalde sportbeoefenaars of daarmee gelijkgestelde personen die voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 2, § 1, van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars of voor rekening van werkgevers en die de indienstneming van betaalde sportbeoefenaars of daarmee gelijkgestelde personen beoogt, waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet betrokken mag worden in de arbeidsrelaties;

13° "arbeidsbemiddelingsdienst voor schouwspelartiesten": de dienst verstrekt met het oog op werkzoeken of de werving en de selectie voor rekening van personen die kunstprestaties verstrekken en/of kunstwerken produceren, met name de creatie en/of de uitvoering of de interpretatie van kunstwerken in de audiovisuele sector en in de sector van de beeldende kunsten, de muziek, de letterkunde, het schouwspel, het toneel en de choreografie, waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet betrokken mag worden in de arbeidsrelaties;

14° "andere arbeidsbemiddelingsdiensten": de diensten bepaald door de Regering, na advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

15° "inrichtingseenheid": de activiteitsplaats, geographisch identificeerbaar d.m.v. een adres, waar of vanaf waar de activiteit van het arbeidsbemiddelings- of uitzendbureau uitgeoefend wordt.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op elk arbeidsbemiddelings- of uitzendbureau op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Het is niet van toepassing op :

1° de openbare tewerkstellingsdiensten in de zin van het Verdrag van de Internationale Arbeidsorganisatie nr. 88 betreffende de tewerkstellingsdienst, aangevuld met de aanbeveling nr. 83, die niet-economische diensten van algemeen belang zijn in de zin van artikel 2.2. a), van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt;

2° het selectiebureau van de federale of gewestelijke overheidsdiensten;

3° de arbeidsbemiddelingsdiensten voor de zeelieden erkend krachtens het verdrag nr. 9 op de arbeidsbemiddeling van de zeelieden, aangenomen op 10 juli 1920 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie en goedgekeurd bij de wet van 6 september 1924;

4° de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn wanneer ze een inschakelingsdienst verstrekken;

5° de Universiteiten en Hoge scholen, de Hoge Kunstscholen en Hogere Architectuurinstituten wanneer ze een tewerkstellingsdienst verstrekken;

6° de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, wanneer ze een tewerkstellings- of inschakelingsdienst verstrekken;

7° de invoegbedrijven bedoeld in het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden, wanneer ze een inschakelingsdienst verstrekken.

De instellingen bedoeld in het tweede lid, 4° tot 7°, leggen evenwel, volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt, een vereenvoudigd jaarlijks activiteitenrapport over aan de Diensten die de Regering aanwijst.

HOOFDSTUK II. — Voorafgaande registratie van het arbeidsbemiddelingsbureau

Art. 3. § 1. Om de in artikel 1, 8° tot 14°, bedoelde arbeidsbemiddelingsdiensten te verstrekken wordt het arbeidsbemiddelingsbureau aan een voorafgaande registratie onderworpen.

De voorafgaande registratie bevat de volgende gegevens :

1° de naam, de benaming of de firma;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en, desgevallend, het adres van de verschillende inrichtingseenheden in het Franse taalgebied;

3° de rechtsvorm;

4° de datum van oprichting van het bureau;

5° het type (de types) arbeidsbemiddelingsdiensten in de zin van artikel 1, 8° tot 14°, verstrekt door het agenschap;

6° de gegevens op grond waarvan de persoon (personen) die het arbeidsbemiddelingsbureau juridisch mag (mogen) verbinden geïdentificeerd kan (kunnen) worden;

7° desgevallend, het bewijs van een inschrijving, erkenning, registratie, voorafgaande aangifte of van elke gelijkwaardige formaliteit als orgaan dat de in artikel 1, 8° tot 14°, verstrekt in een Gemeenschap, een Gewest of een Staat;

8° desgevallend, het bewijs van een voorafgaande verklaring voor de bezoldigde werknemers en gedetacheerde zelfstandigen, zoals bedoeld in hoofdstuk 8 van Titel IV van de programmawet (I) van 27 december 2006.

De gegevens bedoeld in het tweede lid kunnen door de Regering gewijzigd worden. In dat geval houdt haar gemotiveerde beslissing uitsluitend rekening met de wijzigingen aangebracht in de wetgevingen en reglementen aangenomen op gemeenschappelijk, federaal of gewestelijk niveau.

De Regering bepaalt de procedure voor de voorafgaande registratie en kan het arbeidsbemiddelingsbureau vrijstellen van het verstrekken van bepaalde gegevens bedoeld in het tweede lid.

§ 2. Indien een geregistreerd arbeidsbemiddelingsbureau een fusie, overname, splitsing of wijzigingen ondergaat, moet het de in het tweede lid bedoelde gegevens bijwerken binnen dertig dagen na die wijzigingen.

Indien de fusie, overname of splitsing op de creatie van één of meer nieuwe rechtspersoonlijkheden uitmonden, moet het nieuwe bureau (moeten de nieuwe bureaus) die uit de juridische omzetting voortvloeien zich overeenkomstig artikel 3, § 1, registreren.

HOOFDSTUK III. — Voorafgaande erkenning van het uitzendbureau

Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning van de voorafgaande erkenning

Art. 4. Om uitzenddiensten te verstrekken wordt het uitzendbureau aan een voorafgaande erkenning onderworpen.

De voorwaarden voor de voorafgaande erkenning als uitzendarbeid zijn de volgende :

1° een natuurlijke persoon zijn of regelmatig opgericht zijn als een rechtspersoon met handelsvorm, hetzij in de zin van het Belgisch recht, hetzij krachtens het recht van een lidstaat of hierdoor geregeld, ongeacht de rechtsvorm ervan, en, desgevallend regelmatig geregistreerd zijn bij de Kruisbank van Ondernemingen of voldaan hebben aan de voorafgaande aangifte, bedoeld in artikel 139 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

2° zich verbinden tot de inachtneming van de bepalingen van de binnen de Paritaire commissie voor uitzendarbeid gesloten collectieve arbeidsovereenkomst(en) betreffende de invoering van een bestaanszekerheidsfonds voor de uitzendkrachten en de vastlegging van de statuten ervan;

3° niet in staat van faillissement of van kennelijk onvermogen verkeren, noch het voorwerp uitmaken van een procedure tot faillietverklaring, noch een gerechtelijk akkoord hebben aangevraagd of verkregen;

4° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of andere personen bevoegd om het uitzendbureau te verbinden, geen personen tellen :

a) aan wie de burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

b) die, gedurende de periode van vijf jaar voor de erkenningsaanvraag gestraft werden bij of krachtens de artikelen 18 en 25 van het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus, alsook bij of krachtens hoofdstuk VIII van dit decreet;

5° niet meer dan 40 % van zijn bedrijvigheid toespitsen op één enkele klant of op verschillende klanten achter wie een gemeenschappelijke aandeelhouder staat;

6° geen partner zijn van zijn gebruikers die beschouwd kunnen worden als ondernemingen gebonden in de zin van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (*Publicatieblad* 9 augustus 2008, L. 214/3);

7° geen achterstallige belastingen, noch achterstallige bijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, aan een bestaanszekerheidsfonds of voor rekening ervan verschuldigd zijn;

8° voldoen aan de geldende regelgeving inzake sociale, fiscale en koophandelsaangelegenheden en de van kracht zijnde collectieve arbeidsovereenkomsten in acht nemen.

Art. 5. Het uitzendbureau erkent of geregistreerd hetzij in het Gewest van Brussel-Hoofdstad, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, wordt volgens de door de Regering bepaalde procedure van erkenning of registratie vrijgesteld. Het moet desalniettemin voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 11 van dit decreet.

De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, het uitzendbureau vrijstellen van de levering van het bewijs dat het die verplichtingen nakomt.

Art. 6. Het uitzendbureau waarvan de maatschappelijke zetel in het buitenland en binnen de Europese economische ruimte gevestigd is en dat hetzij in het Gewest van Brussel-Hoofdstad, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap erkent of geregistreerd is, wordt van erkenning of registratie vrijgesteld. Het moet desalniettemin voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 11 van dit decreet.

Het uitzendbureau waarvan de maatschappelijke zetel in het buitenland en binnen de Europese economische ruimte gevestigd is en dat niet hetzij in het Gewest van Brussel-Hoofdstad, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap erkent of geregistreerd is, moet het bewijs leveren dat het voldoet aan voorwaarden die overeenstemmen met die waarin dit decreet voorziet.

De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, het uitzendbureau vrijstellen van de levering van het bewijs dat het voldoet aan de verplichtingen bedoeld in het eerste en het tweede lid.

Art. 7. Om de erkenning te verkrijgen moet het uitzendbureau waarvan de maatschappelijke zetel in het buitenland en buiten de Europese economische ruimte gevestigd is, volgens de door de Regering bepaalde procedure bewijzen dat het voldoet aan de voorwaarden waarin dit decreet voorziet.

Afdeling 2. — Procedure tot toekenning van de voorafgaande erkenning

Art. 8. §1. De voorafgaande erkenning wordt door de Regering verleend na advies van de Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in artikel 14, overeenkomstig de voorwaarden omschreven in dit decreet.

De voorafgaande erkenningsaanvraag die door het uitzendbureau ingediend wordt gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° de gecoördineerde statuten van de vennootschap of de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* of het akteontwerp indien het gaat om een uitzendbureau in oprichting;

2° de nominatieve lijst van de bestuurders, vennoten en meerderheidsaandeelhouders van de vennootschap, de lijst van de natuurlijke personen die ertoe gemachtigd zijn het uitzendbureau te verbinden t.o.v. derden, alsook, desgevallend, het organogram van de sociale organen van het uitzendbureau;

3° een attest op erewoord, getekend door de persoon (personen) bevoegd om het uitzendbureau te verbinden, waaruit blijkt dat het voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4, tweede lid, 3° en 4°;

4° een afschrift van de laatste jaarrekeningen of van het financiële plan indien het gaat om een uitzendbureau in oprichting;

5° het bewijs dat het uitzendbureau beschikt over een kapitaal conform de reglementaire of wetsbepalingen die toepasselijk zijn op de rechtsvorm ervan;

6° een attest op erewoord waaruit blijkt dat het uitzendbureau bij de indiening van zijn aanvraag geen achterstallige belasting verschuldigd is, ongeacht de aard ervan, of dat het aanzuiveringsplan waarvoor het in aanmerking komt naar behoren nageleefd wordt;

7° een attest op erewoord waaruit blijkt dat het uitzendbureau bij de indiening van zijn aanvraag geen achterstallige bedragen verschuldigd is aan het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid of dat het aanzuiveringsplan waarvoor het in aanmerking komt naar behoren nageleefd wordt.

De Regering bepaalt de procedure tot erkenning van de aanvraag en kan het uitzendbureau ervan vrijstellen haar aanvraag vergezeld te laten gaan van bepaalde stukken bedoeld in het tweede lid.

Wanneer de erkenningsaanvraag uitgaat van een uitzendbureau bedoeld in de artikelen 5 en 6, gaat ze vergezeld van stukken waaruit blijkt dat het voldoet aan voorwaarden die overeenstemmen met die omschreven in artikel 4.

Wanneer de erkenningsaanvraag uitgaat van een uitzendbureau bedoeld in artikel 7, gaat ze vergezeld van de stukken bedoeld in het tweede lid, alsook van het bewijs dat het daadwerkelijk uitzenddiensten in zijn land van herkomst verstrekt.

§ 2. De erkenning wordt door de Regering verleend voor een periode van twee jaar. Na afloop van die periode kan de erkenning voor onbepaalde duur hernieuwd worden.

§ 3. Alle beslissingen worden door de Diensten van de Waalse Regering aan de erkenningsaanvragers betekend. Alle beslissingen worden bovendien door de Diensten van de Waalse Regering meegedeeld aan de Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in artikel 14.

§ 4. De beslissing tot toekenning, weigering of hernieuwing van erkenning wordt door de Regering genomen binnen een termijn van tachtig dagen, die ingaat op de datum waarop de Diensten van de Regering het volledige dossier in ontvangst nemen. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Art. 9. In geval van fusie, overname of splitsing van het erkende uitzendbureau geeft het nieuwe bureau de Diensten van de Regering binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de inwerkingtreding van één van bovenbedoelde wijzigingen, kennis daarvan door elk middel dat vaste datum verleent.

Binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van die kennisgeving, verzoekt de Regering het erkende uitzendbureau erom een nieuwe erkenningsaanvraag in te dienen volgens de door haar bepaalde modaliteiten of stelt ze het vrij daarvan, na advies van de Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in artikel 14.

De Commissie brengt advies uit binnen dertig dagen nadat ze erom verzocht werd. Indien geen advies wordt uitgebracht binnen die termijn, wordt het niet meer vereist.

Indien het uitzendbureau het in het tweede lid bedoelde verzoek niet heeft ontvangen, wordt het vrijgesteld van de indiening van een nieuwe aanvraag en mag het zijn activiteiten voortzetten.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen opgelegd aan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau en aan het erkende uitzendbureau*

Afdeling 1. — Verplichtingen opgelegd aan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau

Art. 10. § 1. Het overeenkomstig artikel 3 geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau voldoet aan de volgende verplichtingen :

1° niet één van de in artikel 1, 8° tot 14°, bedoelde arbeidsbemiddelingsdiensten verstrekken waarvoor het niet vooraf is geregistreerd;

2° geen enkele vergoeding van de werknemer aannemen of vorderen, de werknemer niet verplichten tot allerlei uitgaven als voorwaarde voor de verlening van arbeidsbemiddelingsdiensten;

3° niet samenwerken met een arbeidsbemiddelingsbureau dat niet beschikt over een registratie die aan dit decreet voldoet;

4° zijn registratie annuleren binnen dertig dagen na de stopzetting van zijn activiteiten;

5° een jaarlijks activiteitenrapport, dat de in de §§ 4 à 10 bedoelde gegevens bevat, overleggen aan de Diensten die de Waalse Regering aanwijst.

§ 2. In het belang van de betrokken werknemers of met het oog op een betere adequatie tussen aanbod en vraag inzake werkgelegenheid kan de Regering, na advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne", bepalen voor welke categorieën van werknemers het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau een vergoeding van de werknemer aannemen of vorderen mag, voor zover hij daarmee vooraf schriftelijk heeft ingestemd.

In afwijking van § 1, 2°, kan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau dat tewerkstellingsdiensten verstrekt vergoedingen van de werknemer ontvangen, op voorwaarde dat die behoorlijk vastliggen in een overeenkomst gesloten tussen het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau en de werknemer.

In afwijking van § 1, 2°, kan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau voor schouwspelartiesten of betaalde sportbeoefenaars van de werknemer, met diens voorafgaande schriftelijke toestemming, vergoedingen ontvangen onder de volgende voorwaarden :

1° de vergoeding ligt vast in een overeenkomst gesloten tussen het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau en de werknemer, waarbij genoemde overeenkomst in een opzeggingsclausule voorziet;

2° de werknemer ontvangt een afschrift van die overeenkomst;

3° de vergoeding wordt berekend op basis van, hetzij een percentage van het totale bruto-inkomen van de kandidaat, hetzij een vastgelegd forfaitair bedrag.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de overlegging van het jaarlijkse activiteitenrapport bedoeld in § 1, 5°.

§ 4. Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau laat het jaarlijkse activiteitenrapport vergezeld gaan van :

1° het attest op erewoord dat het voldoet aan de regelgeving betreffende de vennootschapsbelasting, de personenbelasting, alsook de belasting op de toegevoegde waarde, wat de arbeidsbemiddelingsactiviteit betreft;

2° het attest op erewoord dat het geen schulden heeft bij het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid of dat het een aanzuiveringsplan naleeft;

3° de jaarrekeningen en de sociale balans;

4° de gegevens betreffende de statutaire wijzigingen die in de loop van het afgelopen jaar zijn aangebracht.

Het jaarlijkse activiteitenrapport bevat ook :

1° informatie over de tegengekomen moeilijkheden om in te spelen op de door de werkgevers geformuleerde behoeften aan arbeidskrachten;

2° informatie over het door de werknemers gezochte of door de werkgevers gevraagde beroep en over de vereistenniveaus die de werkgevers verlangen inzake ervaring of kwalificatie van de werknemers.

Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau waarvan de maatschappelijke zetel in het buitenland gevestigd is, laat het jaarlijkse activiteitenrapport vergezeld gaan van de stukken die in het land van herkomst van zijn inrichting overeenstemmen met de stukken bedoeld in het eerste lid.

De Regering kan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau vrijstellen van de overlegging van bepaalde stukken en gegevens bedoeld in het eerste en het tweede lid.

§ 5. Naast de gegevens bedoeld in § 4 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureaus die tewerkstellingsdiensten verstrekken o.a. de volgende gegevens over de werknemers en de opdrachten :

- 1° het aantal ingeschrevenen in het begin en aan het einde van het jaar;
- 2° het aantal nieuwe ingeschrevenen in de loop van het jaar.

§ 6. Naast de gegevens bedoeld in § 4 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureaus die wervings- en selectiediensten verstrekken o.a. de volgende gegevens over de werkgevers, de opdrachten en het banenaanbod :

- 1° het aantal lopende wervings- en selectieopdrachten in het begin en aan het einde van het jaar;
- 2° het aantal wervings- en selectieopdrachten opgestart tijdens het bedoelde jaar;
- 3° het aantal baanaanbiedingen i.v.m. de opdrachten bedoeld onder de punten 1° en 2°.

§ 7. Naast de gegevens bedoeld in § 4 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureaus die inschakelingsdiensten verstrekken o.a. de volgende gegevens over de werknemers en de opdrachten :

- 1° het aantal ingeschrevenen in het begin en aan het einde van het jaar;
- 2° het aantal nieuwe ingeschrevenen in de loop van het jaar.

§ 8. Naast de gegevens bedoeld in § 4 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureaus die outplacementdiensten verstrekken o.a. de volgende gegevens over de werknemers en de opdrachten :

- 1° het aantal lopende outplacementopdrachten in het begin en aan het einde van het jaar, verdeeld in individuele of collectieve opdrachten;
- 2° het aantal outplacementopdrachten opgestart tijdens het bedoelde jaar, verdeeld in individuele of collectieve opdrachten.

§ 9. Naast de gegevens bedoeld in § 4 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureaus die arbeidsbemiddelingsdiensten voor schouwspelartiesten verstrekken :

- 1° het aantal ingeschreven artiesten in het begin en aan het einde van het jaar;
- 2° het aantal nieuwe artiesten ingeschreven in de loop van het jaar;
- 3° het aantal lopende opdrachten inzake werkzoeken, werving en selectie van schouwspelartiesten in het begin en aan het einde van het jaar;
- 4° het aantal opdrachten inzake werkzoeken, werving en selectie van schouwspelartiesten opgestart tijdens het bedoelde jaar.

§ 10. Naast de gegevens bedoeld in § 4 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureaus die arbeidsbemiddelingsdiensten voor betaalde sportoefenaars verstrekken :

- 1° het aantal ingeschreven betaalde sportoefenaars in het begin en aan het einde van het jaar;
- 2° het aantal nieuwe betaalde sportoefenaars ingeschreven in de loop van het jaar;
- 3° het aantal lopende opdrachten inzake werkzoeken, werving en selectie van betaalde sportoefenaars in het begin en aan het einde van het jaar;
- 4° het aantal opdrachten inzake werkzoeken, werving en selectie van betaalde sportoefenaars opgestart tijdens het bedoelde jaar.

De Regering kan het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau vrijstellen van de overlegging van bepaalde stukken en gegevens bedoeld in §§ 4 tot 10.

§ 11. In afwijking van de §§ 4 tot 10 bezorgen de in artikel 2, tweede lid, 4°, 6° en 7°, bedoelde instellingen de door de Regering aangewezen Diensten jaarlijks uiterlijk 30 juni een vereenvoudigd jaarlijks activiteitenrapport dat de volgende gegevens bevat :

- 1° het aantal werknemers dat in de loop van bedoeld jaar in aanmerking is gekomen voor de arbeidsbemiddelingsprocedure;
- 2° de verdeling van die werknemers volgens hun statuut vóór de arbeidsbemiddelingsopdracht en het gezochte beroep;
- 3° het aantal werknemers die zich in de loop van het jaar tot de instelling hebben gericht;
- 4° het aantal aangeboden banen en de verdeling ervan volgens de activiteitensector en het aangeboden beroep.

§ 12. De Regering kan wijzigingen aanbrengen in de gegevens bedoeld in de §§ 3 tot 11.

Afdeling 2. — Verplichtingen opgelegd aan het erkende uitzendbureau

Art. 11. § 1. Behalve de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 4, voldoet het erkende uitzendbureau aan de volgende verplichtingen :

- 1° in elk aan de werknemer gerichte document met een contractueel karakter melding maken van de gegevens van de Diensten belast met de controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet;
- 2° het erkenningsnummer vermelden in de berichten en in elke mededeling;
- 3° generlei vergoeding van de werknemer aannemen of vorderen, de werknemer niet verplichten tot allerlei uitgaven als voorwaarde voor het verstrekken van uitzenddiensten;
- 4° op verzoek van een werkzoekende die gebruik maakt van de diensten van het erkende uitzendbureau een attest overleggen met de datum en het uur waarop hij bij het uitzendbureau is langsgesproken;
- 5° zijn personeel een gepaste opleiding laten volgen en regelmatig nagaan of het o.a. de volgende bepalingen naleeft :
 - a) deze regelgeving;
 - b) de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
 - c) de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen mannen en vrouwen;
 - d) het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen mannen en vrouwen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding;
 - e) de regels betreffende het beroepsgeheim in de zin van artikel 458 van het Strafwetboek;
 - f) de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

6° niet samenwerken met een uitzendbureau dat niet beschikt over een erkenning die aan dit decreet voldoet;

7° de door de Regering aangewezen Diensten kennis geven van de stopzetting van zijn activiteiten;

8° een jaarrapport met informatie over de erkenningsvoorwaarden alsook gegevens die bijdragen tot de transparantie van de gewestelijke arbeidsmarkt, aan de door de Regering aangewezen Diensten overleggen.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de overlegging van het jaarlijkse activiteitenrapport bedoeld in § 1, 8°, dat i.v.m. de uitzenddiensten van het afgelopen kalenderjaar de volgende informatie bevat :

1° de wijzigingen aangebracht in de statuten, alsook de datum (data) van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de eventuele wijzigingen, niet bedoeld in 1°, die in de loop van het jaar zijn aangebracht in de structuur van het kapitaal en van de beheersorganen van het erkende uitzendbureau.

§ 3. Het erkende uitzendbureau laat zijn jaarlijkse activiteitenrapport vergezeld gaan van :

1° het attest op erewoord dat het voldoet aan de regelgeving betreffende de vennootschapsbelasting, de personenbelasting, alsook de belasting op de toegevoegde waarde, wat de uitzendactiviteit betreft;

2° het attest op erewoord dat het geen schulden heeft bij het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid of een aanzuiveringsplan naleeft;

3° de jaarrekeningen en de sociale balans.

Het uitzendbureau bedoeld in de artikelen 6 en 7 laat het jaarlijkse activiteitenrapport vergezeld gaan van de stukken die in het land van herkomst van zijn inrichting overeenstemmen met de stukken bedoeld in het eerste lid.

§ 4. Naast de gegevens bedoeld in § 2 en 3 bevat het jaarlijkse activiteitenrapport betreffende de erkende uitzendbureaus de volgende gegevens :

1° de verdeling van de uitzendkrachten volgens de motieven van het beroep op uitzendarbeid;

2° de lijst van de gebruikers die een beroep op uitzendkrachten gedaan hebben voor een totaalaantal uren boven vijfenveertig procent van het totaal aantal gepresteerde uren.

§ 5. De Regering kan het erkende uitzendbureau vrijstellen van de overlegging van bepaalde stukken en gegevens bedoeld in §§ 2 tot 4.

Art. 12. § 1. Het erkende uitzendbureau moet de gegevens die nuttig zijn voor de transparantie van de gewestelijke arbeidsmarkt aan de door de Regering aangewezen Diensten verstrekken volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Onder nuttige gegevens wordt o.a. verstaan :

1° de gegevens inzake arbeidsaanbod en -vraag en de desbetreffende beroepen;

2° de gegevens over de duur van de opdrachten en de uitzendcontracten;

3° de gegevens over de werknemers betrokken bij de uitzenddiensten;

4° de gegevens over de gebruikers betrokken bij de uitzenddiensten;

5° de gegevens over de ingevulde banen;

6° de gegevens over de beroepen met tekort- of wervingsproblemen.

§ 2. De gegevens bedoeld in § 1 betreffen o.a. de ontvangen werkaanbiedingen :

1° per beroep;

2° per sector;

3° per klasse omvang van de gebruikers;

4° per arbeidsplaats.

Het erkende uitzendbureau verstrekt ook de volgende gegevens over de werknemers met wie tijdens het afgelopen minstens een contract is gesloten :

1° per geslacht en per leeftijd;

2° per diplomaniveau;

3° per sector;

4° per beroep;

5° per arbeidsplaats;

6° per postcodenummer van de woonplaats van de werknemers.

§ 3. De Regering kan het erkende uitzendbureau vrijstellen van de overlegging van bepaalde stukken en gegevens bedoeld in §§ 1 en 2.

§ 4. De Regering kan wijzigingen aanbrengen in de gegevens bedoeld in de §§ 1 en 2 en de methode voor de verzameling van die gegevens nader bepalen.

HOOFDSTUK V. — *Opschorting en intrekking van de registratie van het arbeidsbemiddelingsbureau of van de erkenning van het uitzendbureau*

Art. 13. De registratie van het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau dat de bepalingen van artikel 10 niet naleeft kan door de Regering opgeschort of ingetrokken worden, na advies van de Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in artikel 14.

De erkenning van het erkende uitzendbureau dat de bij of krachtens dit decreet vastgelegde bepalingen niet naleeft kan door de Regering opgeschort of ingetrokken worden, na advies van de Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in artikel 14.

De Regering kan de registratie of de erkenning ook opschorten of intrekken in geval van tijdelijke of definitieve stopzetting van één van de arbeidsbemiddelingsdiensten bedoeld in artikel 1, 8° tot 14°, of van de uitzenddiensten bedoeld in artikel 1, 7°.

De Regering bepaalt de procedures tot opschorting of intrekking van de registratie of de erkenning.

Het geregistreerde arbeidsbemiddelingsbureau of het erkende uitzendbureau mag geen arbeidsbemiddelings- of uitzenddiensten meer verstrekken zodra de opschorting of de intrekking van zijn registratie of erkenning hem meegegeed wordt.

HOOFDSTUK VI. — *Advies- en overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling*

Art. 14. § 1. Binnen de "Conseil économique et social de la Région wallonne" wordt een Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling ingesteld, hierna de "Commissie" genoemd.

§ 2. De Commissie wordt belast met de volgende opdrachten :

- 1° gemotiveerde adviezen uitbrengen over de erkenning van de uitzendbureaus;
- 2° gemotiveerde adviezen uitbrengen overeenkomstig artikel 9;
- 3° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering gemotiveerde adviezen uitbrengen over de opschorting of de intrekking van de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus en de registratie van de uitzendbureaus;
- 4° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering elk advies uitbrengen over alle vraagstukken betreffende arbeidsbemiddeling in het algemeen of uitzendarbeid;
- 5° jaarlijks een activiteitenrapport aan de Regering en aan het Waals Parlement overleggen volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 3. De Commissie is samengesteld uit :

- 1° een voorzitter en een ondervoorzitter;
- 2° vier gewone en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties;
- 3° vier gewone en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemersorganisaties;
- 4° één gewoon en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van het lid van de Regering dat voor Tewerkstelling bevoegd is;
- 5° twee gewone en evenveel plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van de Diensten van de Waalse Regering.

Alleen de leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, zijn stemgerechtigd.

De Regering benoemt de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden bedoeld in het eerste lid, 4°, en wijst de in het eerste lid, 2°, 3°, en 5°, bedoelde leden aan op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen.

§ 4. Binnen de Commissie wordt een overlegkamer ingesteld, die de volgende opdrachten vervult :

- 1° de verzameling van gegevens structureren tussen de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna "FOREm" genoemd, de arbeidsbemiddelingsbureaus en de uitzendbureaus;
- 2° de verdeling organiseren van de resultaten van de exploitatie van die gegevens door de "FOREm";
- 3° de samenwerking tussen de "FOREm", de arbeidsbemiddelingsbureaus en de uitzendbureaus structureren in de domeinen van gemeenschappelijk belang;
- 4° voorstellen overleggen aan de Regering i.v.m. de modaliteiten die toegepast moeten worden om de transparantie van de gewestelijke arbeidsmarkt te bevorderen, en, o.a., een patroon vastleggen voor de verzameling van de gegevens bedoeld in artikel 10, § 4, tweede lid, 1°.

Behalve de leden bedoeld in § 3, eerste lid, telt de Overlegcommissie twee vertegenwoordigers en evenveel plaatsvervangers uit de "FOREm", een vertegenwoordiger en een plaatsvervanger uit het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek), opgericht bij het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique".

De leden bedoeld in het tweede lid worden door de Regering aangewezen op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen.

De Overlegkamer kan ook deskundigen uitnodigen wanneer hun aanwezigheid nuttig wordt geacht voor de goede afloop van de werken.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en sancties*

Art. 15. De controle en het toezicht op de naleving van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

Art. 16. § 1. Er wordt een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een boete van 100 tot 5.000 euro of slechts één van die straffen opgelegd aan :

- 1° de persoon die een uitzendbureau uitbaat zonder te beschikken over een erkenning die aan dit decreet voldoet;
- 2° de persoon die een arbeidsbemiddelingsbureau zonder voorafgaande registratie uitbaat;
- 3° de persoon, houder van een registratie, die een arbeidsbemiddelingsbureau uitbaat en van de werknemer andere commissies, bijdragen, toelatings- of inschrijvingsrechten vordert dan die bepaald bij of krachtens het decreet;
- 4° de persoon, houder van een erkenning, die een uitzendbureau uitbaat en van de werknemer commissies, bijdragen, toelatings- of inschrijvingsrechten vordert;
- 5° de persoon die, voor eigen rekening of voor rekening van een committent of een lastgever, bewust van de uitzend- of arbeidsbemiddelingsdiensten gebruik maakt zonder de bij dit decreet vastgelegde regels in acht te nemen;
- 6° de persoon, houder van een registratie, die een arbeidsbemiddelingsbureau uitbaat en de bij of krachtens dit decreet opgelegde verplichtingen niet nakomt;
- 7° de persoon, houder van een erkenning, die een uitzendbureau uitbaat en de bij of krachtens dit decreet opgelegde verplichtingen niet nakomt.

§ 2. Bij gebrek aan strafvervolgingen legt de Regering administratieve boetes op aan de personen bedoeld in § 1 volgens de modaliteiten omschreven in artikel 13bis van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. De administratieve boetes bedragen tussen 250 euro en 2.000 euro.

Art. 17. In geval van herhaling kunnen de gevangenisstraf en de boete bedoeld in artikel 16, § 1, verhoogd worden tot het dubbele van het maximum.

Art. 18. De personen die juridisch verantwoordelijk zijn voor het arbeidsbemiddelingsbureau of het uitzendbureau en die al dan niet beschikken over een erkenning of een registratie, zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de strafboetes of de administratieve boetes waartoe hun aangestelden of mandatarissen veroordeeld worden.

Art. 19. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, zijn van toepassing op de krachtens dit decreet vastgestelde overtredingen. In geval van herhaling is artikel 85 van het Strafwetboek evenwel niet van toepassing.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. Artikel 1, 18° en 32°, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten wordt opgeheven wat betreft de bevoegdheden van het Waalse Gewest en in het raam van de arbeidsbemiddeling van de werknemers.

Art. 21. De termijnen waarin dit decreet voorziet worden vastgelegd als volgt : de dag van de akte, die de begindatum van de termijn is, wordt niet meegerekend. De vervaldatum wordt meegerekend.

Wanneer die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum evenwel naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 22. Het decreet van 13 maart 2003 tot erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel 1 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt aangevuld als volgt :

" - Advies- en Overlegcommissie inzake arbeidsbemiddeling; ".

Art. 24. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van artikel 3, § 1, wordt vervangen als volgt :

" § 1. Met inachtneming van artikel 7 van het decreet, gaat de voorafgaande erkenningsaanvraag die door het arbeidsbemiddelingsbureau ingediend wordt vergezeld van de volgende stukken : ";

2° punt 13° van § 1 wordt geschrapt.

Art. 25. De arbeidsbemiddelingsbureaus erkend krachtens het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus mogen hun activiteit op het grondgebied van het Franse taalgebied blijven uitoefenen na de inwerkingtreding van dit decreet totdat ze geregistreerd zijn of totdat over hun erkenningsaanvraag wordt beslist, mits registratie of indiening van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van zes maanden, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

De arbeidsbemiddelingsbureaus die uitzenddiensten verstrekten en voor onbepaalde duur erkend waren blijven in het raam van dit decreet desalniettemin in aanmerking komen voor een erkenning voor onbepaalde duur. De arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten i.v.m. werkzoeken, werving en selectie, inschakeling en outplacement verstrekten en die voor onbepaalde duur erkend waren, worden als geregistreerd beschouwd.

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum, uiterlijk 28 december 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt,

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 951 (2008-2009). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.